

Unité départementale de la Vendée
Cité travot – 10 rue du 93^e régiment d'infanterie
85000 LA ROCHE SUR YON

Nantes, le 31 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GAUTIER FRANCE

17-19 rue Georges Clémenceau
BP 10
85510 LE BOUPERE

Références : D22.0546
Code AIOT : 0006300975

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement GAUTIER FRANCE implanté ZI Les Trois Pigeons 85110 CHANTONNAY. L'inspection a été annoncée le 07/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du suivi de la mise en demeure, prise à l'encontre de l'exploitant par arrêté du 13 juillet 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAUTIER FRANCE
- ZI Les Trois Pigeons 85110 CHANTONNAY
- Code AIOT : 0006300975
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gautier France a été autorisée, par arrêté n°13-DRCTAJ/1-127 du 7 mars 2013, à exploiter, sur son site de Chantonay, des installations de fabrication de panneaux de particules et de meubles.

Le site comprend notamment des installations de stockage de bois (rubrique 1532), de travail du bois (rubrique 2410), de stockage de déchets non dangereux (rubrique 2714), de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), de transformation de polymères (rubrique 2661), d'application de colle (rubrique 2940) et de combustion (rubrique 2910) soumises à autorisation ou enregistrement.
Le site compte environ 300 salariés.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Chaudière Babcock – rejets de dioxines	AP de Mise en Demeure du 13/07/2021, article 1	Mise en demeure	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Chaudière Babcock - rejets air (hors dioxines) - NC6 2021	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 58 et 62	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté le non-respect de la mise en demeure prise à l'encontre de l'exploitant par arrêté du 13 juillet 2021, relative aux émissions atmosphériques de dioxines et furanes de la chaudière Babcock. Le non-respect de cette mise en demeure entraîne une augmentation non maîtrisée des risques sanitaires liés aux activités du site. Par conséquent, il est proposé d'engager à l'encontre de l'exploitant une sanction administrative consistant en une consignation de somme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Chaudière Babcock – rejets de dioxines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/07/2021, article 1																			
Thème(s) : Risques chroniques, Air																			
Point de contrôle déjà contrôlé : visite du 5 mai 2021																			
Prescription contrôlée : La société Gautier France est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, pour les rejets de sa chaudière Babcock, les dispositions du IV de l'article 62 de l'arrêté du 3 août 2018 susvisé, rédigées comme suit : « Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm ³ . »																			
Constats : Lors de la visite, il a constaté que la chaudière Babcock est toujours en fonctionnement et alimentée par des chutes de panneaux de particules. Il a également été constaté la mise en place d'un filtre à manches en sortie de la chaudière, absent lors de la dernière visite de contrôle. Le rapport daté du 25 novembre 2022, relatif à la campagne de mesures réalisée du 27 au 28 septembre 2022, sur les rejets atmosphériques de la chaudière Babcock, conclut au dépassement suivant :																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">Chaudière Babcock</th></tr> <tr> <th>Paramètre</th><th>Unité</th><th>Taux d'oxygène de référence</th><th>Valeur limite d'émission fixée par l'arrêté ministériel du 03/08/2018</th><th>Concentration mesurée lors de la campagne réalisée du 27 au 28/09/2022</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dioxines et furanes</td><td>ng I-TEQ/Nm³</td><td>6 %</td><td>0,1</td><td>11,775*</td></tr> </tbody> </table>					Chaudière Babcock					Paramètre	Unité	Taux d'oxygène de référence	Valeur limite d'émission fixée par l'arrêté ministériel du 03/08/2018	Concentration mesurée lors de la campagne réalisée du 27 au 28/09/2022	Dioxines et furanes	ng I-TEQ/Nm ³	6 %	0,1	11,775*
Chaudière Babcock																			
Paramètre	Unité	Taux d'oxygène de référence	Valeur limite d'émission fixée par l'arrêté ministériel du 03/08/2018	Concentration mesurée lors de la campagne réalisée du 27 au 28/09/2022															
Dioxines et furanes	ng I-TEQ/Nm ³	6 %	0,1	11,775*															
* Le rapport de mesures du 25/11/2022 conclut à une concentration en dioxines et furanes égale à 7,85 ng I-TEQ/Nm ³ pour un taux d'oxygène de 11 %. Ramené au taux d'oxygène de référence de 6 %, cela correspond à une concentration de 11,775 ng I-TEQ/Nm ³ . Le flux de dioxines et furanes constaté lors de cette campagne de mesures est égal à 21,58 µg I-TEQ/h. Aucun flux maximal n'est imposé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mars 2013 ou dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018. Au vu de ce rapport de mesures, il est constaté un dépassement de plus de 100 fois la valeur limite d'émission en concentration de dioxines et furanes. Il est également constaté que l'exploitant ne s'est pas conformé à l'arrêté de mise en demeure, dans le délai maximal de six mois (à partir du 16 juillet 2021, date de notification de l'arrêté de mise en demeure).																			
Observations : Par courrier du 9 décembre 2021, l'exploitant avait indiqué que si la mise en place d'un filtre à manche n'était pas suffisante pour respecter les valeurs limites d'émission, un dispositif d'injection de charbon actif serait mis en place. Le 17 janvier 2023, l'exploitant a transmis un devis, daté du 5 janvier 2023, relatif à la mise d'un tel traitement complémentaire. En annexe 7 du rapport de mesures daté du 25 novembre 2022, relative aux écarts aux normes de référence, il est indiqué, en ce qui concerne la non-conformité du blanc de prélèvement que : « Le résultat devrait conduire à l'invalidation de la mesure. Cependant, les résultats de la mesure indiquent des concentrations en dioxines nettement supérieures aux concentrations habituellement recherchées. Le blanc de site ayant été réalisé après 5 séries de mesurages (3 essais poussières + métaux, 1 essais HAP et 1 essai HF), la contamination du train de mesure provient très probablement de l'installation, du fait des concentrations inhabituellement élevées en dioxines. La mesure, après soustraction de la concentration mesurée dans le blanc de site, donne un résultat nettement supérieur à la VLE (d'environ un facteur 70). Aussi, la potentielle contamination ne remet pas en cause la déclaration de conformité compte tenu de la position du résultat vis-à-vis des valeurs limites d'émissions applicables ».																			

Par conséquent, il est considéré que cet écart à la norme de mesurage ne remet pas en cause la non-conformité constatée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 2 : Chaudière Babcock - rejets air (hors dioxines) - NC6 2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 58 et 62
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : visite du 5 mai 2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse Babcock (hors dioxines et furanes, faisant l'objet d'un autre point de contrôle), imposées par l'arrêté d'autorisation du 7 mars 2013 (article 3.2.3.1) et par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 (articles 58 et 62).</p> <p>Constats : Lors de la visite, il a constaté la mise en place d'un filtre à manches en sortie de la chaudière Babcock, absent lors de la dernière visite de contrôle.</p> <p>Le rapport daté du 25 novembre 2022, relatif à la campagne de mesures réalisée du 27 au 28 septembre 2022, sur les rejets atmosphériques de la chaudière Babcock conclut (en dehors des dioxines et furanes faisant l'objet d'un autre point de contrôle) au respect des valeurs limites d'émission. En particulier et concernant les paramètres pour lesquels un écart avait été relevé lors de la précédente visite, les concentrations suivantes ont été mesurées (concentrations ramenées à 6% d'oxygène) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CO : 290 mg/Nm³, pour une valeur limite de 375 mg/Nm³ - poussières : 0.74 mg/Nm³, pour une valeur limite de 50 mg/Nm³ - plomb : 0.32 mg/Nm³, pour une valeur limite de 1 mg/Nm³ - HCl : 25.9 mg/Nm³, pour une valeur limite de 30 mg/Nm³ <p>Observations : Lors de la visite du 5 mai 2021 (campagne de mesures d'avril 2021), les écarts suivants avaient été constatés (concentrations ramenées à 6% d'oxygène) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CO : 1103 mg/Nm³, pour une valeur limite de 375 mg/Nm³ - poussières : 124 mg/Nm³, pour une valeur limite de 50 mg/Nm³ - plomb : 1,26 mg/Nm³, pour une valeur limite de 1 mg/Nm³ - HCl : 68,2 mg/Nm³, pour une valeur limite de 30 mg/Nm³
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet